

Côte d'Ivoire/Procès de Gbagbo à la CPI Une "déformation de l'histoire"

AFP
La Haye/Pays-Bas

Plaidoirie de ses avocats qui ont réclamé hier l'acquittement de l'ancien président.

LA défense de Laurent Gbagbo a plaidé hier devant la Cour pénale internationale (CPI) l'acquittement de l'ex-président ivoirien des crimes contre l'humanité dont il est accusé, dans un procès qui repose selon elle sur une "déformation de l'histoire". Les avocats de Laurent Gbagbo ont demandé aux juges de la CPI de prononcer un non-lieu total dans le procès contre l'ex-dirigeant, en détention depuis sept ans. "Il s'agit de justice. Il s'agit d'examiner s'il convient de mettre un terme à une procédure dont il apparaît

qu'elle n'est fondée sur rien", a déclaré l'avocat Emmanuel Altit lors de la première journée des audiences sur la demande d'acquittement. M. Gbagbo, 73 ans, est jugé pour des crimes commis pendant la crise post-électorale de 2010-2011, qui a fait plus de 3 000 morts en Côte d'Ivoire. Il est le premier ancien chef d'Etat à avoir été remis à la CPI, qui siège à La Haye. Il est accusé, ainsi que Charles Blé Goudé, ex-chef du mouvement des Jeunes patriotes fidèles à l'ancien président, de quatre chefs de crimes contre l'humanité : meurtres, viols, persécutions et autres actes inhumains. Tous deux ont plaidé non coupable. Les violences en Côte d'Ivoire ont fait plus de 3 000 morts en cinq mois, entre décembre 2010 et avril 2011, durant une crise née du refus de M. Gbagbo de céder le pouvoir à son rival Alassane Ouat-



Photo : AFP

Les avocats de l'ancien président Laurent Gbagbo ont plaidé son acquittement devant la CPI.

tara, reconnu vainqueur de la présidentielle. L'ex-président ivoirien s'est "accroché au pouvoir par tous les moyens" et a fomenté une campagne de

violences pour tenter de le conserver, a martelé l'accusation depuis le début du procès, en janvier 2016. "C'étaient les rebelles qui attaquaient, et les forces de sécurité de Côte d'Ivoire qui se défendaient", a déclaré hier Me Altit, qui a évoqué une "déformation de l'histoire". "C'est ce qui ressort de tous les témoignages. Et c'est ce que le procureur tente désespérément de cacher. Car alors disparaîtrait la fausse réalité qu'il vous présente, et apparaîtrait la véritable réalité. Celle d'une attaque planifiée contre les institutions, devant permettre à Alassane Ouattara de se saisir du pouvoir par la force", a insisté la défense. Les audiences sur la demande d'acquittement de Laurent Gbagbo et de Charles Blé Goudé se tiendront jusqu'au 22 novembre. La décision des juges pourrait prendre plusieurs mois.

L'Afrique en bref

- **Cameroun/Politique. "Arrêt des poursuites" contre une célèbre journaliste anglophone**
Les poursuites contre une célèbre journaliste anglophone du Cameroun, Mimi Mefo, qui avait initialement été inculpée d'"atteinte à la sûreté de l'Etat", ont été abandonnées hier par le tribunal militaire de Douala, a annoncé son avocate, Me Alice Nkom.
- **Nigeria/Armée. Un nouveau commandant contre Boko Haram**
L'armée nigériane a nommé un nouveau commandant, en la personne du général Abba Dikko, pour mener la lutte contre les jihadistes de Boko Haram dans le nord-est du pays, où les attaques contre des cibles militaires se sont intensifiées ces derniers mois.
- **Ouganda/Politique. Le chanteur opposant Bobi Wine de retour sur scène**
Le chanteur ougandais Bobi Wine, devenu une figure de proue de l'opposition au président Yoweri Museveni, a donné son premier concert depuis de longs mois devant plusieurs milliers de fans déchaînés, samedi sur les rives du lac Victoria. Une large foule, tout de rouge vêtue, pour rappeler le béret rouge du chanteur, s'était rassemblée sur la plage privée de ce dernier, dénommée "One Love Beach", en périphérie de la capitale Kampala.
- **Somalie/Attentat. Le bilan grimpe à 41 morts**



Le bilan de l'attentat aux voitures piégées vendredi près d'un hôtel du centre de Mogadishu, la capitale de la Somalie, est passé à au moins 41 morts, plusieurs personnes ayant succombé à leurs blessures, a-t-on appris le week-end écoulé de source policière.

- **Tchad/Rébellion. Affrontements dans le Tibesti**
Des combats ont eu lieu samedi au Tchad dans le massif du Tibesti (nord), où l'armée veut "nettoyer" la zone des orpailleurs illégaux et prévenir des incursions de rebelles tchadiens venus de Libye, a appris l'AFP hier auprès de sources militaire et rebelles.

RDCongo/Présidentielle du 23 décembre

L'UDPS refuse le candidat unique de l'opposition

AFP
Kinshasa/RDCongo

Ses militants demandent en outre à Félix Tshisekedi de maintenir sa candidature et, par conséquent, de ne pas se retirer au profit de Martin Fayulu.

LE parti historique de l'opposition congolaise, l'UDPS, a refusé hier l'accord qui a désigné la veille à la surprise générale Martin Fayulu comme candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle prévue le 23 décembre, a déclaré hier à l'AFP son secrétaire général Jean-Marc Kabund. Réunie au siège de l'UDPS à Kinshasa, la base du parti a donné 48 heures à son président Félix Tshisekedi pour se retirer de l'accord signé la veille

avec six autres opposants à Genève, a ajouté M. Kabund. Les militants demandent aussi à M. Tshisekedi de maintenir sa candidature, et ne pas se retirer au profit de M. Fayulu. "On ne comprend pas pourquoi il peut se désengager pour un candidat impopulaire. Pour nous à l'UDPS c'est un affront. Nous disons que le président Tshisekedi doit se ressaisir et revenir à la raison", a affirmé M. Kabund. M. Tshisekedi a été désigné en mars par le congrès de l'UDPS président et candidat de son parti fondé en 1982 par son père Etienne, mort le 1er février 2017. M. Kabund a pris la parole devant les militants très remontés contre l'accord de Genève, alors que M. Tshisekedi n'était toujours pas rentré en RDC.



Photo : AFPXPART

Martin Fayulu, candidat choisi dimanche à Genève par les ténors de l'opposition pour la présidentielle du 23 décembre, pourrait perdre très vite le sourire. L'UDPS est contre le choix dont il a bénéficié.

Certains militants envisageaient hier une destitution de M. Tshisekedi s'il n'obtempérait pas. "Nous lui demandons juste de retirer sa signature. S'il refuse, c'est nous qui dirigeons l'UDPS, ce n'est pas lui. Il ne sera même plus président de l'UDPS", a dit

"On n'a pas fait 36 ans de lutte pour chercher un candidat commun, mais pour chercher une alternance, conquérir le pouvoir", a-t-il poursuivi. Des militants rencontrés devant le siège de l'UNC de Vital Kamerhe, un autre candidat signataire, tenaient le même discours contre l'accord de Genève. L'UNC était en réunion lundi après-midi. **• Dernière minute : Tshisekedi "se retire" de l'accord.** Le président du parti historique de l'opposition congolaise UDPS, Félix Tshisekedi, a déclaré hier qu'il se retirait de l'accord qu'il a signé la veille avec six autres ténors pour désigner un candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle prévue le 23 décembre en RDC.

Ethiopie/Politique

Arrestation d'une soixantaine de responsables de l'armée et du renseignement

AFP
Addis Abeba/Ethiopie

L'ETHIOPIE a arrêté 63 officiers de l'armée et des services de renseignement, accusés de corruption et de violation des droits de l'homme, a annoncé hier le procureur général du pays, Berhanu Tsegaye. Les arrestations de membres du puissant appareil de sécurité sont rares et représentent une nouvelle

inflexion de la politique éthiopienne par le Premier ministre Abiy Ahmed, qui veut rompre avec le passé autoritaire du pays. "Vingt-sept responsables ont été arrêtés pour corruption présumée, tandis que 36 ont été écroués pour violations présumées des droits de l'homme", a déclaré M. Berhanu au cours d'une conférence de presse. "Une chasse à l'homme est en cours pour (retrouver) les suspects restants", a-t-il ajouté. Le procureur général n'a

pas précisé l'identité des suspects mais il a indiqué que certains avaient déjà comparu devant la justice. Les faits de corruption présumés ont eu lieu à la Metals and Engineering Corporation (METEC), une entreprise dirigée par l'armée, a-t-il souligné. "Des responsables de METEC ont été impliqués dans l'achat de biens pour un montant de deux milliards de dollars (environ 1 179 milliards de francs), sans aucun appel d'offre", a expliqué Berhanu Tsegaye.

L'entreprise est notamment impliquée dans la construction du méga-barrage éthiopien de la Renaissance, sur le Nil Bleu. M. Abiy avait publiquement admis plus tôt cette année que des responsables de la sécurité avaient en toute impunité commis des actes de torture et des violations des droits de l'homme. Hier, M. Berhanu a précisé quelques-unes des accusations de sévices dans des prisons secrètes de la capitale Addis Abeba et d'ail-

leurs. "Les détenus subissaient divers sévices, dont le viol en réunion, la sodomie, l'exposition prolongée à une chaleur ou un froid extrêmes, le simulacre de noyade et la privation de lumière naturelle", a-t-il détaillé. Le procureur général a indiqué par ailleurs qu'un officier de renseignement - non identifié - était soupçonné d'être impliqué dans l'attaque à la grenade lors d'un meeting en juin de M. Abiy, qui avait fait deux morts.